



# Lituanie

## Bibliographie sélective annotée

Titre du document, date de publication	<b>Coopération commerciale dans la région transfrontalière de Klaipeda et en Lettonie (2012)</b>	
Références bibliographiques complètes, accès (DOI), si possible	Šimanskienė L., Burgis D., Līduma D. & Zeltiņa M., « Verslo bendradarbiavimas klaipėdos regione ir latvijos pasienyje », <i>Regional Formation &amp; Development Studies</i> , 6, 2012, p. 137-146.	
Type de publication	Article scientifique	théorique
Langue(s)	Lituanien	
Mots clés	développement économique et social des régions, région transfrontalière, indicateurs de développement économique et social	
Résumé	<p>Cet article examine la coopération d'associations dans les régions frontalières et présente les résultats d'une enquête auprès des associations de la région de Klaipeda sur la coopération avec des associations lettones. Bien que jugée insuffisante, cette coopération intéresse un certain nombre d'associations. Afin de découvrir ce qui entrave le développement de la coopération, il a été établi qu'une langue étrangère ne peut être considérée comme un obstacle, car sa non-connaissance ne pose de problème qu'à un petit nombre d'organisations de la région. Le plus gros obstacle est le manque d'informations sur les occasions de développement commercial et la coopération avec les associations lettones. Afin de lever ces obstacles, il est proposé d'accorder plus d'attention à la diffusion d'informations sur les possibilités de coopération dans la région.</p>	
Contenu et principales conclusions	<p>Les auteurs réagissent au mouvement global de décentralisation des régions économiques. L'objectif de cette étude est d'examiner les conditions théoriques préalables à la coopération entre les organisations des régions frontalières en Lituanie (plus précisément, la région de Klaipeda et les organisations frontalières voisines lettones), d'identifier les obstacles et de noter les moyens de renforcer la collaboration. 159 associations ont été analysées dans les régions frontalières. <b>Seulement 18,2 % des organisations avaient des relations</b></p>	

	<p>avec la Lituanie-Lettonie, ce qui montre clairement que les hommes d'affaires cherchent à établir des relations avec des pays plus prometteurs économiquement avec des marchés plus importants (UE ou Fédération de Russie).</p> <p>Les auteurs ont fait de précieuses observations sur la langue. Seuls 27,7 % des personnes interrogées ont déclaré que ne pas connaître une langue étrangère entrave la coopération avec les associations lettones. Les auteurs rappellent que les petits pays sont aujourd'hui obligés d'apprendre une langue étrangère. Traditionnellement, la génération plus âgée parle russe, la jeune génération parle principalement anglais, de sorte que les entreprises trouvent généralement des possibilités pour communiquer. Il est intéressant de noter que jusqu'à 67,9 % des associations participant à l'enquête ont indiqué qu'elles manquaient d'informations sur les conditions d'établissement d'une entreprise dans une région transfrontalière et ont exprimé le souhait de recevoir ces informations dans leur langue maternelle. Les auteurs concluent que les institutions des deux pays devraient jouer un plus grand rôle de coordination, des réseaux horizontaux de coopération entre l'État, les organisations de l'enseignement et les entreprises devraient être créés et des partenaires de Lettonie pourraient participer aux activités des associations du réseau.</p>
Remarques	<p>Le fait que seulement 27,7 % des gens pensent que la langue est un problème ne constitue pas un obstacle majeur à la construction de relations transfrontalières. Les langues « principales » dominent, et c'est la réalité pour les petits pays. D'un côté, on peut comprendre que certaines personnes hésitent à apprendre le letton alors qu'il est possible de faire des affaires en russe ou en anglais – deux langues utilisées historiquement pour la communication transfrontalière et mondiale. Il est intéressant de noter que les répondants aimeraient recevoir une formation dans leur langue maternelle, ce qui témoigne de l'insécurité face aux langues étrangères.</p>